

**Arrondissement :** Arras

Type de réunion : à l'initiative de l'I.D.E.N.  
de la Circonscription d'Arras 4

**Numéro et titre du premier sujet traité : 05. QUEL SOCLE COMMUN DE CONNAISSANCES, DE COMPETENCES ET DE REGLES DE COMPORTEMENT, LES ELEVES DOIVENT-ILS PRIORITAIREMENT MAITRISER AU TERME DE CHAQUE ETAPE DE LA SCOLARITE OBLIGATOIRE ?**

Pourquoi supprimer le mot obligatoire ? Et les maternelles et leurs acquis ?

Depuis 10 ans : 15°/° d'illettrisme et 54°/° des élèves ne comprennent pas un texte à l'entrée en 6è. Comment expliquer ces taux aussi bas ? Recentrer sur Lire, écrire, compter : les bases d'abord car l'école n'a pas le temps de tout faire (voir programmes énormes). Il faut redonner sa place à la systématisation et en même temps apprendre à apprendre : il faudrait les deux mais ce n'est pas faisable.

Responsabiliser les élèves par rapport à leur travail à la maison : habitude de travail, autonomie dans le travail (se prendre en charge pour faire seul un travail faisable). Les enfants ne comprennent pas pourquoi ils vont à l'école d'où la démotivation : le savoir n'est pas compris comme composante de la culture personnelle. Comment motiver les enfants pour qu'ils utilisent leurs capacités. L'école est consommée comme on consomme les activités de loisirs : phénomène de zapping lié à une suractivité des enfants.

**Numéro et titre du deuxième sujet traité : 13.COMMENT PRENDRE EN CHARGE LES ELEVES EN GRANDE DIFFICULTE ?**

Il faut bien distinguer les élèves qui veulent mais qui ne peuvent pas, des élèves qui peuvent mais ne veulent pas. Les élèves en très grande difficulté bénéficient de structures spéciales. Aussi ce sont les élèves en difficulté au sein des classes normales qui font l'objet du débat. Des structures existantes sont inopérantes dans certains cas dans leur fonctionnement faute de moyens (ex :RASED). Il semble anormal dans ce cas de lire le constat d'inefficacité des RASED.

Il faut donner les moyens pour permettre l'évolution positive de chaque enfant en diagnostiquant très tôt et très bien les problèmes des enfants avec des maîtres spécialisés. Ensuite les structures adaptées ont une capacité d'accueil insuffisante. Les classes chargées et les cours multiples ne permettent pas l'accompagnement individualisé et adapté au handicap ou à la difficulté de chaque élève.

L'école doit aller au devant des parents : mieux les accueillir, dialoguer, aider, leur redonner valeur et sens à l'école ( l'école comme maillon essentiel de la réinsertion sociale).

**Numéro et titre du troisième sujet traité : 18. COMMENT, EN MATIERE D'EDUCATION, DEFINIR ET REPARTIR LES ROLES ET LES RESPONSABILITES RESPECTIFS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ?**

Après débat les personnes présentes s'accordent à penser que la décentralisation pourrait conduire à la fin de l'Education nationale en temps que service public. Il faut maintenir les RPI

**Remarques complémentaires sur le débat (facultatif)**

Problème du choix des dates et des horaires (Lille 2004, Téléthon, mercredi après-midi)

Se donne-t-on réellement les moyens d'organiser un débat national ? Comment est-il perçu par la population ?

**Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)**

**1** Question 5 :

Redéfinir les connaissances essentielles à ne pas ignorer pour chaque niveau.

Réhabituer les élèves aux devoirs écrits et à l'effort : apprendre c'est faire des efforts.

Responsabiliser les élèves pour le travail la maison.

**2** Question 13 :

Elèves en difficulté : laisser les mêmes aides et moyens au moins, sinon les augmenter pour une intégration donnant résultats.

Favoriser l'aide à la parentalité pour la scolarité.

Augmenter les structures d'accueil adaptées ou alors disposer de trois maîtres pour deux classes.

**3** Question 18 :

Il ne faut pas décentraliser davantage.